

des Etats-Unis d'Amérique moins qu'aucun autre, eût invité une déléation de notre gouvernement à aller traiter des questions importantes, et qu'une fois rendus à Washington, nos délégués se fussent trouvés dans l'impossibilité absolue d'obtenir une audience relativement aux questions pour la discussion desquelles ils avaient été invités à faire ce voyage. Il me semble que ces honorables messieurs doivent, pour ne pas dire plus, s'être rendus là sans invitation et, de plus, si l'on examine certaine correspondance que nous avons vue, il me semble que, s'ils ont reçu une invitation quelconque, ça été de rester ici, à moins qu'ils ne fussent prêts à traiter la question dans certaines conditions, que les autorités américaines leur ont clairement fait comprendre à eux, ou à l'ambassadeur anglais. A mon avis, voici les faits : le gouvernement, ainsi que l'a avoué le premier ministre dans son discours, et ainsi que l'a déclaré la presse ministérielle, avait pris sur lui d'affirmer qu'il était fondé à croire qu'il pourrait entrer en négociations avec le gouvernement américain. Je suis obligé de dire, à mon regret, qu'il ne paraît y avoir eu rien pour justifier cette assertion. Néanmoins, après avoir affirmé cela, et avoir dans une très grande mesure conduit leur campagne, en laissant supposer qu'ils étaient justifiables de se déclarer prêts à négocier avec le gouvernement américain, il leur était impossible de se présenter devant le parlement, dans ces circonstances, sans avoir essayé de prouver que leur assertion était fondée. Ces honorables messieurs me paraissent beaucoup avoir espéré entraîner le gouvernement américain dans une discussion qui leur permit de dire au peuple canadien et au parlement du Canada, que, des négociations étant pendantes entre notre pays et les Etats-Unis, il serait très inopportun de notre part de discuter les relations commerciales qui formeront principalement la base de ces négociations. Voici la déclaration que ces honorables ministres ont la bonté de faire à la chambre et de lui demander d'approuver :

Nous sommes bien aises d'être informés—

Nous demandent-ils de dire.

—que les conseillers de Son Excellence se sont prévaus des occasions qui se sont présentées vers la fin de l'année dernière pour appeler l'attention du gouvernement des Etats-Unis sur le désir qui anime le gouvernement du Canada de voir se réunir les efforts des deux administrations pour favoriser et développer le commerce entre la République et la Confédération, et de voir régler amicalement les questions internationales actuellement en litige entre les deux pays. Je suis heureux de dire que ces représentations nous ont obtenu l'assurance qu'en octobre prochain, le gouvernement des Etats-Unis sera prêt à conférer avec le nôtre en vue de résoudre favorablement ces importantes questions.

Ces honorables ministres me paraissent mériter des éloges, M. l'Orateur ; vu la nature du langage qu'ils ont employé à l'égard du gouvernement et du peuple américains, pendant la dernière campagne électorale et dans plusieurs autres occasions, ils méritent des éloges pour la gaieté avec laquelle ils ont accepté l'accueil qu'on paraît leur avoir fait à Washington. Je leur laisse tout le mérite qui leur appartient, mais je dois dire qu'une nouvelle et importante question se présente à nous par suite de cette mission à Washington.

Mon honorable ami, qui siège à côté de moi, a déjà dit, et il a parlé sciemment, que les ministres eux-mêmes, personnellement, n'avaient donné aucune raison substantielle quelconque de nature à justifier une dissolution du parlement. Sans l'avoir produite en propres termes, les ministres ont com-

munié à leurs journaux subventionnés, dans toute l'étendue du Canada, une déclaration dans laquelle et au moyen de laquelle ils ont tenté d'induire leurs partisans à croire qu'ils étaient entrés en négociations avec les Etats-Unis ; qu'ils avaient lieu de croire que ces négociations auraient un heureux résultat, et que pour peu que leurs efforts fussent secondés, pour peu que la population les appuyât d'un suffrage raisonnable, ils espéraient en venir à une entente satisfaisante avec les Etats-Unis. Leur déclaration, produite le jour même de la dissolution des chambres, se lit dans les termes suivants :

Le gouvernement de sir John A. Macdonald a fait récemment une proposition définitive aux autorités de Washington pour le règlement de toutes les difficultés existant entre les deux pays, sur la base d'une extension de commerce entre les deux pays. Cette proposition comprend la réciprocité partielle et des articles énumérés parmi lesquels figurent bon nombre de produits naturels. Mais la proposition éloigne toute idée d'union commerciale ou de réciprocité absolue. De plus, ces propositions ont été faites et présentées par les autorités de Washington. Des commissaires du Canada et de l'Angleterre se rendront à Washington, le 4 mars prochain, date de l'ouverture du nouveau congrès.

La chambre voudra bien remarquer que les pourparlers avaient été si loin, d'après cette communication, que le gouvernement anglais devait envoyer des commissaires avec les nôtres, et ils devaient partir le 4 mars.

Le résultat des élections générales sera connu le 6 mars, le jour de l'arrivée des commissaires à Washington. Afin de mieux assurer la portée de cette commission, sir John-A. Macdonald a résolu d'en appeler au pays et de lui demander de se prononcer sur ces propositions faites par lui au gouvernement de Washington.

Il avait fait des propositions définies dont personne en dehors de son cabinet, ami ou adversaire, ne connaissait le premier mot ; et il avait résolu de demander l'opinion des électeurs sur ces propositions, qu'ils ne pouvaient ni approuver, ni condamner, parce que personne d'entre nous n'en connaissait le premier mot. Eh bien ! M. l'Orateur, malheureusement, d'ici aux Etats-Unis les nouvelles s'échangent vite, et ces déclarations ayant été publiées aux Etats-Unis y ont naturellement attiré l'attention ; et vu que le premier ministre nous a dit, ce soir, que dès le mois de novembre dernier une porte avait été ouverte à des négociations amicales, je vous ferai remarquer qu'une personne qui, selon toutes probabilités, en sait aussi long que lui sur les intentions du gouvernement des Etats-Unis, écrit ce qui suit à un membre du congrès :

MON CHER BAKER,—Je vous autorise à contredire les rumeurs dont vous me parlez. Il n'y a aucunes négociations d'entamées au sujet d'un traité de réciprocité avec le Canada, et vous pouvez vous fier qu'aucun tel projet de réciprocité avec le Canada limité aux produits naturels, ne sera soumis à la considération de notre gouvernement. Nous ignorons que sir Charles Tupper doive venir à Washington.

Votre tout dévoué,
JAMES J. BLAINE,
Secrétaire d'Etat pour les Etats-Unis.

Maintenant, M. l'Orateur, à qui se fier ? à la déclaration que nous venons d'entendre, qu'une porte était ouverte à des négociations amicales, dès le mois de novembre dernier, ou à l'affirmation de M. Blaine faite sous sa signature, qu'il n'y a pas de négociations entamées avec le Canada ? Je laisse aux députés de la droite le soin de concilier ces deux avis opposés, au meilleur de leur connaissance. Je laisse aux ministres, s'ils en ont le courage, au premier ministre et à ses collègues ensemble ou sépa-